

NOVEMBRE 2023

LE PÔLE RECRUTE

Au sein du département Coopération Bilatérale et Mobilisation de l'Expertise (CBME), le Pôle Relations Experts (REX) assure le recrutement, le déploiement et le suivi d'Experts Techniques Internationaux (ETI) à la demande du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de l'Agence Française de Développement (AFD), de plusieurs Régions de France et Instituts de recherche nationaux.

Nous proposons des postes d'expertise résidentielle de longue durée, entre 12 et 48 mois mise à disposition de partenaires institutionnels ou au service de projets de coopération.

P.2

L'ACTUALITÉ DU PÔLE

***Des experts au coeur d'une coopération renouvelée !
Construire des relations pérennes entre acteurs***

Fort du succès de la première édition, qui a rassemblé experts et partenaires du réseau de coopération et d'influence française, la seconde édition des Journées de l'expertise technique internationale a eu lieu le 31 août et le 1er septembre 2023 au siège de l'Institut national du service public, INSP, à Paris.

Cette Newsletter est l'occasion de revenir plus longuement sur ces « journées » placées sous le signe de la solidarité au sein de notre réseau.



P.4

LES EXPERTS À L'HONNEUR

*Chaque mission est une expérience professionnelle et humaine extraordinaire.
Tous les jours, sur le terrain, le travail de nos experts en témoigne, donnons-leur la parole !*



En novembre, nous vous proposons un focus sur la mission de Guillaume CORNUAU, ETI Directeur pédagogique du réseau scolaire des filières bilingues francophones de Chine

Crédit photo : Guillaume Cornuau - ETI Chine

P.6

LE PÔLE RECRUTE

Unité Influence économique

	Date limite
• Expert.e technique international.e - Fiscalité en Grèce	12 novembre
• Conseiller.ère auprès du Directeur Général du Budget au Cameroun	12 novembre
• Conseiller.ère - modernisation et transformation du port de Beyrouth au Liban	15 novembre
• Expert.e en appui à l'ouverture du secteur bancaire auprès de la Banque centrale (BNE) en Éthiopie	19 novembre
• Expert.e Économiste - Conseiller à la Banque Centrale en Mauritanie	19 novembre
• Expert.e au sein de l'Unité Public Private Partnerships (PPP Unit) en Ouganda	19 novembre
• Expert.e spécialiste principal de l'environnement auprès de la Banque asiatique de développement aux Philippines	19 novembre
• Expert.e en partenariats public-privé au Kenya	22 novembre

Unité Gouvernance

	Date limite
• Assistant.e technique RH et organisation - Contrats de redressement des collectivités d'Outre-mer - COROM en Martinique	22 novembre
• Assistant.e technique en finances publiques et en gestion des collectivités locales - COROM en Guadeloupe	30 novembre
• Assistant.e technique en matière de Maitrise d'ouvrage des projets bâtimentaires et d'infrastructures - COROM en Guadeloupe (île de Marie Galante)	30 novembre
• Conseiller.ère technique senior « Genre et migrations » en Thaïlande	30 novembre

Unité Santé et Développement durable

Développement durable

Date limite

- Conseiller.ère Finance climat auprès du Conseil National Climat au **Gabon** **12 novembre**
- Coordinateur.rice de Recherche Clinique (clinical research coordinator) au **Sénégal** **12 novembre**
- Expert.e "Élevage et Réduction de la Pauvreté en Zones Pastorales" en **Italie** **17 novembre**
- Coordinateur.trice de la coopération franco-indienne en recherche et innovation dans le domaine de la santé en **Inde** **19 novembre**
- Conseiller.ère technique en renforcement des capacités institutionnelles et en protection de l'environnement et de la biodiversité de l'Amazonie légale au **Brésil** **30 novembre**
- Expert.e technique placé.e en appui à l'organisation de la 3ème conférence des Nations Unies sur l'océan auprès du gouvernement du **Costa Rica** **30 novembre**
- Conseiller.ère senior.e spécialiste du financement de la biodiversité aux **États-Unis** **30 novembre**
- Assistant.e technique - Projet Hydraulique Réseaux Eau et Assainissement en **Guadeloupe** **30 novembre**
- Assistant.e technique - Projet Exploitation ouvrages et réseaux Eaux Usées en **Guadeloupe** (Commune de Basse-Terre) **30 novembre**
- Conseiller.ère agro-économique auprès du ZLECAf au **Nigéria** **30 novembre**
- Conseiller.ère auprès du Ministre de l'énergie en **Moldavie** **3 décembre**

LE PÔLE RECRUTE À PARIS

- **Assistant.e administratif et financier** - Pôle Relations Experts

Date limite

3 décembre

Il ou elle vient en appui de l'équipe sur la gestion des tâches administratives et financières. Il / elle participe, sur les aspects administratifs et budgétaires, et en lien avec les chargés de projets, au suivi quotidien des missions des experts techniques internationaux.

L'ACTUALITÉ DU PÔLE

*Des experts au cœur d'une coopération renouvelée !
Construire des relations pérennes entre acteurs*

En s'adressant aux experts techniques internationaux présents à nos journées, le Directeur général Adjoint de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du MEAE, Olivier Richard, évoquait le rôle spécifique que ceux-ci jouent dans le dispositif de coopération et d'influence français : « vous êtes des passerelles ! ».

« Membres de l'équipe France, les ETI sont des atouts essentiels de la coopération française : ils défendent les intérêts de la France et ceux de ses partenaires. »

Olivier RICHARD, DGA DGM, MEAE



Des passerelles, des passeurs entre les partenaires, les institutions avec lesquels ils et elles travaillent et l'ambassade, ses services, l'Ambassadeur lui-même, et le reste de l'équipe France.

Forts de la relation de proximité que les experts entretiennent avec leurs collègues, forts de leur compréhension singulière de leur environnement, ils et elles sont idéalement situés pour faire valoir le point de vue des partenaires, leur analyse et leur perception des situations, leurs contraintes. Ils et elles sont aussi souvent les témoins de leur créativité et de leur capacité à innover et inventer des solutions nouvelles !

Les experts sont également les mieux placés pour faire entendre aux organismes qui les accueillent nos attentes, nos orientations, nos intentions. Pour cela, les liens avec l'ambassade, la représentation permanente et les services centraux sont essentiels.

« Il y a 3 conditions pour qu'un pays comme le Liban reçoive de l'aide : une vision claire de ce qui doit être fait, la mobilisation des ressources nécessaires et une volonté affirmée de pérenniser l'action. Le rôle d'un expert technique est d'être un catalyseur : les experts techniques ne doivent pas faire à la place de mais faciliter. La présence d'un expert a permis au ministère d'aller plus vite et de manière plus transparente. »

Dr Firas ABIAD, Ministre de la Santé publique du Liban

« Le positionnement spécifique de nos experts, à disposition des structures qui les accueillent, leur proximité avec les partenaires, présente un intérêt majeur pour la politique extérieure de la France dès lors que leur action est résolument ancrée au réseau diplomatique et qu'elle reçoit appui et soutien des services compétents des ambassades. »

Jérémie PELLET, Directeur général d'Expertise France

Sur le terrain, à mesure que leur mission se développe, les experts se retrouvent naturellement au cœur d'un écosystème qui, dans leur domaine d'intervention, réunit les principaux acteurs publics et privés locaux et internationaux impliqués.



« La volonté est également de renforcer les échanges entre les ETI en poste et les services économiques des ambassades et de l'administration centrale. »

Paul TEBOUL, sous-Directeur du financement international des entreprises, DGT

Leur rôle de conseiller qui impose humilité et patience leur confère une position qui les engage. Si toute mission est une expérience singulière, chacun et chacune peut et doit contribuer à développer une relation durable avec la France.

Parmi les compétences attendues d'eux, la connaissance des acteurs français est un atout majeur. Riches de leur expérience professionnelle en France, de leur maîtrise des enjeux et de leur connaissance des acteurs, ils et elles peuvent initier et faciliter des partenariats entre acteurs profitables à l'ensemble des parties. Les experts sont souvent les premiers à observer toute la force et la richesse de l'expérience de nos partenaires et à mesurer ce que nous pouvons apprendre des autres.



« L'ambition de l'AFD est de faire équipe avec les ETI et de les associer davantage aux réflexions afin de mieux percevoir les enjeux locaux et les besoins afférents dans le cadre du cycle de programmation. »

Bertrand WALCKENAER, Directeur général adjoint, AFD

Sur ce point, les missions présentées lors des journées sont particulièrement significatives. Que cela soit au Liban, au Togo, aux Philippines ou en Egypte, leur récit montre, s'il en été besoin, qu'au-delà de leur seule présence, les experts ont contribué et contribuent à développer des relations d'acteurs puissantes.

La présence du Dr Firas ABIAD, Ministre de la Santé publique du Liban à nos journées au côté de Pierre ANHOURY, marque la relation de confiance que ce dernier a su développer mais aussi l'intérêt du Ministre pour notre propre système de santé et les acteurs qui l'animent.

Elle aura été notamment l'occasion pour celui-ci de rencontrer à Paris, Aurélien ROUSSEAU, Ministre de la Santé et de la Prévention et Dominique LIBAULT, Directeur général de l'École nationale supérieure de sécurité sociale et Président du Haut Conseil du financement de la protection sociale.



Payadowa BOUKPESSI, Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires du Togo a fait état du profond et structurant processus de décentralisation engagé au Togo. La mission de notre expert, Christophe PERYON, s'inscrit dans cette trajectoire tracée par les autorités togolaises, dès le début, accompagnée par la France.

La création de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales, ANFCT, accompagnée par Christophe s'appuie également sur un partenariat ancien avec le Centre national de la fonction publique territoriale, CNFPT, qui accompagne le Ministère et l'Agence.

Nannette Z. VILLAMOR-DINOPOL, Administratrice adjointe chargée des opérations de la MARINA, Agence en charge de la sécurité maritime aux Philippines, a pu décrire l'importance de la présence auprès d'elle et de ses services d'Emeric FAURE, notre expert au sein de la Marina.

« Au-delà des compétences qui sont les siennes, Emeric développe la relation entre ses partenaires sur le terrain et les acteurs publics et privés en France. Sur l'ensemble de sujets liés à la sécurité maritime (construction, navale, formation, infrastructures, surveillance, etc.), son action permet d'initier et de développer des coopérations durables entre nos deux pays. »

Nannette Z. VILLAMOR-DINOPOL, Administratrice adjointe de la MARINA aux Philippines



En Égypte, la coopération entre l'Université du Caire et la Faculté de droit de Paris 1 Panthéon-Sorbonne a facilité la création de l'Institut du droit des affaires internationales (IDAI) qui s'appuie depuis toujours sur la présence humaine incarnée aujourd'hui par Stéphane BRENA, ETI. La qualité des formations qu'il propose, le développement d'un double diplôme, égyptien et français, en fait une institution de référence en Égypte très valorisante pour les étudiants. Comme R. Madgy CHAKER, vice-Directrice et ancienne élève de l'IDAI en témoigne, la double référence à l'Égypte et à la France est un gage de qualité et de reconnaissance. Les anciens élèves de l'Institut s'insèrent facilement sur le marché du travail, ils sont très présents au sein de l'administration. Parmi eux, de nombreuses femmes qui occupent des postes très importants. L'IDAI désormais le Collège de droit de la Sorbonne au Caire, est la plus belle illustration de ce qu'il est possible de construire dans la durée, par la présence humaine et dans le respect des partenaires.

« Le Collège de droit de la Sorbonne au Caire est un exemple de réussite de coopération académique qui tient beaucoup à la présence des ETI. Cette présence est une forte valeur ajoutée et conduit à une forme de décentrement. C'est un poste de diplomatie académique, de rayonnement académique. Pour être ETI, il faut aussi être un peu magicien. »

François-Guy TRÉBULLE, Responsable IDAI Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Les experts, à mesure qu'ils encouragent la rencontre entre acteurs des pays partenaires et acteurs français contribuent à la construction de relations de travail et de solidarité pérennes qui dépassent la temporalité de leur propre présence. Animées par la définition d'intérêts communs, ces relations sont davantage résilientes aux soubresauts des relations internationales. Intervenant lors de notre grand débat, Ronan JAMBOU, Expert récemment rentré du Niger, a pu l'illustrer à la lumière de son expérience. Par la force des relations humaines qui les unissent, des intérêts qu'ils partagent, chercheurs, organisations professionnelles, acteurs engagés dans une relation ancienne conservent des liens en dépit des difficultés imposées par les évolutions du contexte géopolitique.

Grand débat

Stratégies de désinformation et de dénigrement de la France

La France est la cible de campagnes de dénigrement et de désinformation qui visent à la déstabiliser et à dégrader les relations qu'elle entretient avec certains pays. Par sa proximité avec nos partenaires, le réseau des ETI est directement concerné et en capacité d'agir et de réagir. Comment répondre à ces stratégies, avec quels outils ? Et à plus long terme, comment contribuer à refonder nos relations avec les pays partenaires pour y faire face ?

S'appuyant sur une enquête au long cours, Alain ANTIL, Chercheur à l'IFRI a décrit les mécanismes à l'œuvre dans les campagnes de désinformation visant la France en Afrique : « *Les éléments critiques mobilisés sont centrés autour de 3 thématiques : le maintien du Franc CFA, une monnaie surévaluée et dommageable pour l'économie qui maintiendrait le lien colonial ; la présence militaire française, constante depuis les Indépendances, outils de la mainmise française ; et enfin, l'Aide au développement qui favoriserait davantage les régimes que les populations, perçue comme un outil de puissance et de domination. Dans l'univers politique africain, ces discours visent à trouver un bouc émissaire responsable de tous les maux qui n'aurait aucun intérêt au développement et favoriserait le terrorisme pour s'accaparer les ressources. Des discours profitables à certains acteurs politiques qui s'adressent à des populations en attente de ruptures.* »



Anne-Claire LEGENDRE, Porte-parole, Directrice de la Communication & de la Presse chez Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a ensuite brossé le panorama des dispositifs de désinformation déployés dans le monde et évoqué les possibles réponses pour rétablir les faits.

L'écho de ces campagnes de désinformations porte lorsque les situations politiques et les terrains médiatiques sont vulnérables. Il est renforcé par les réseaux sociaux et les Fermes à trolls dont on estime qu'elles emploient deux millions de « cliqueurs », dont 1 million en Chine.

La Chine qui s'appuie opportunément sur la désinformation existante pour mener sa politique économique de « Nouvelle route de la soie », tandis que la Turquie, le Pakistan, l'Azerbaïdjan et l'Iran s'appuient davantage sur des questions de société et de valeurs.

Face à des compétiteurs qui saturent l'espace de communication, le MEAE plaide pour une stratégie de communication intégrée, relayée par l'équipe France, qui prévoit le repérage des signaux faibles, l'utilisation de boucles de communication et de relais d'opinion identifiés prêts à relayer les éléments qui rétablissent les faits.

En réaction, l'auditoire a principalement insisté sur les leviers et les mécanismes de résilience des populations. Ainsi la distinction est faite par les populations locales entre la France en tant qu'image socio-culturelle, les prises de position du Gouvernement français et les Français en tant qu'individus. S'agissant des leviers, les experts ont valorisé les liens professionnels établis via les projets, bilatéraux ou multilatéraux, portés par des jeunes, des scientifiques, des sociétés paysannes, des mondes académiques, des sociétés civiles qui permettent de se connaître et de s'estimer. A cet effet, l'importance des bourses de mobilité a été rappelée. Par ailleurs, des experts ont confirmé le rôle de modérateur qu'ils peuvent être amenés à jouer dans les institutions partenaires.

Pour l'ensemble de ces raisons et dans la mesure où leur positionnement au sein des institutions qu'ils servent est préservé, les experts de notre réseau constituent un atout majeur pour leurs collègues au sein de l'équipe France.

« Vous n'êtes pas à la disposition d'Expertise France, vous n'êtes pas à la disposition du groupe AFD, vous êtes à la disposition de l'organisme qui vous accueille en lien avec les services des Ambassades et les Ambassadeurs ! C'est dans ce cadre que vous devez être solidaires de l'équipe France sur la base d'un engagement volontaire et dans l'intérêt des Institutions que vous servez ! »

Salvatore PAPPALARDO, Responsable du Pôle Relations experts

En conclusion de nos journées, les mots de **Mme Chrysoula ZACHAROPOULOU, Secrétaire d'État chargée du Développement de la Francophonie et des Partenariats internationaux** nous montrent la voie. La transformation de notre coopération doit s'entendre dans une dimension profondément humaine, le respect de l'autre, la valorisation de ses expériences, de ses savoirs ! Pour cela, le réseau d'expertise internationale est un des instruments essentiels !



Chrysoula Zacharopoulou

La secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux s'exprime sur la mobilisation de l'expertise technique et salue le lancement de ce nouveau portail.

LES EXPERTS À L'HONNEUR

Focus sur la mission de Guillaume CORNUAU

Expert technique international - Directeur pédagogique du réseau scolaire des filières bilingues francophones de Chine

Avec à ce jour 100 000 apprenants de français dans le système éducatif chinois, l'enseignement / apprentissage de la langue française continue son développement, particulièrement en niveau primaire et secondaire où chaque année scolaire le nombre d'élèves choisissant le français comme option ou Langue Vivante 1 croît.

Parmi les établissements qui proposent une LV1 Français, certains donnent encore plus d'importance à la langue française en développant une filière bilingue francophone, équivalent des sections internationales en France.

En tant qu'ETI en lien avec le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Chine, mon poste m'amène à suivre, animer et développer le réseau scolaire actuellement constitué de 13 filières bilingues LabelFrancÉducation situées dans 7 villes de Chine. Ce passionnant va-et-vient interculturel entre le SCAC et les différents établissements dont la filière bilingue a obtenu le LabelFrancÉducation vise à faire vivre la coopération franco-chinoise en milieu scolaire.



Remise de diplômes DELF scolaire à l'école expérimentale des langues étrangères de Beihai en présence de monsieur Olivier Ngo, attaché de coopération scientifique et universitaire au consulat général de France à Canton le 28 mars 2023

Crédits photos : Guillaume Cornuau



Dévoilement de plaque LabelFrancÉducation à l'école expérimentale franco-chinoise de Pékin en présence de Monsieur Bertrand Lortholary, Ambassadeur de France en Chine le 15 juin 2023

Crédits photos : Guillaume Cornuau

Après trois années de situation pandémique avec un accès très restreint aux écoles accueillant des filières bilingues, nous avons finalement pu organiser des cérémonies de pose de plaque LabelFrancÉducation dans tous les établissements du réseau entre février et juin 2023. Ces temps forts poursuivaient divers objectifs : renouer des liens distendus par la crise en réunissant tous les acteurs impliqués (autorités éducatives locales, consulats et ambassade, directions des établissements, enseignants et élèves parfois accompagnés de leurs parents), valoriser et donner de la visibilité aux filières bilingues, communiquer sur le LabelFrancÉducation, remettre aux élèves leurs diplômes du DELF scolaire.

En poste à Pékin depuis septembre 2021, ma mission au service des filières bilingues en Chine se poursuit avec des objectifs ambitieux pour les prochaines années en vue d'un développement quantitatif et qualitatif du réseau scolaire des filières bilingues de Chine.

EXPERTISE FRANCE RECRUTE AUSSI POUR SES PROJETS...

Date limite

30 novembre

• **Expert.e en Ressources Humaines en Santé (RHS)**

L'expert.e spécialisé.e dans les ressources humaines en santé (RHS) sera basé.e à N'Djaména dans le cadre d'un dispositif d'assistance technique et à maîtrise d'ouvrage (AT-AMO) en appui au Ministère de la Santé et de la Prévention tchadien (MSPP) et au Ministère de la femme, de la Protection de la petite enfance et de la Solidarité Nationale (MFPPESN).

*Ce dispositif d'AT-AMO est implémenté dans le cadre de la troisième phase du **Projet d'Appui au Secteur de la Santé au Tchad (PASST3)**, mis en œuvre par le MSPP.*

Expertise France · 40, boulevard de Port-Royal · 75005 Paris · France

© Pôle Relations experts - Département Coopération bilatérale et mobilisation de l'expertise

Directeur de la rédaction : Salvatore Pappalardo

Secrétaires de rédaction : Alicia Lecompère & Siri Wärbo

Vous recevez ce document car vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de la newsletter du Pôle Relations experts d'Expertise France.

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, vous pouvez nous l'indiquer par courriel à cette adresse : alicia.lecompere@expertisefrance.fr

Des
SAVOIR-FAIRE
EN COMMUN

 **EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD